

Arrêt

n° 310 633 du 31 juillet 2024
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître H. MULENDA
Quai de l'Ourthe 44/02
4020 LIÈGE

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 octobre 2023, par X qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire (annexe 13), pris le 27 septembre 2023.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 21 novembre 2023 avec la référence X

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 3 juin 2024 convoquant les parties à l'audience du 27 juin 2024.

Entendu, en son rapport, G. PINTIAUX, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me R. JESSEN *loco* Me H. MULENDA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et C. L'HOIR, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Par une communication via J-BOX du 17 juin 2024, le Conseil a été informé par la partie défenderesse, preuve à l'appui, de ce que des instructions ont été données le 12 juin 2024 à la Ville de Seraing en vue de la délivrance, sans condition ou réserve, à la partie requérante d'une carte F à la suite d'une demande du 6 décembre 2023 d'admission au séjour dans le cadre d'un regroupement familial en qualité de partenaire de belge.

A l'audience du 27 juin 2024, interrogée quant à la délivrance d'une carte F à la partie requérante postérieurement à l'acte attaqué, le conseil de la partie défenderesse a déclaré qu'il ressortait effectivement du dossier administratif que des instructions en vue de la délivrance d'une carte F ont été données à la Ville

